



N°52267#01

NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DE L'AIDE EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS POUR DELOCALISATION D'ACTIVITES, RECONVERSION DE BATIMENTS ET INSTALLATIONS A PROXIMITE DE COMMUNES RURALES.

(TYPE D'OPERATION 7.7.A DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE FRANCHE-COMTE)

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation et comporte des indications pour
renseigner le formulaire de demande d'aide**
Lisez-la avant de remplir le formulaire de demande d'aide n°15910*01 à compléter.

**SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, CONTACTEZ LA
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET NUMERIQUE
4 SQUARE CASTAN – CS 57857 - 25031 BESANCON CEDEX
Tel : 03 63 64 21 17**

Une subvention cofinancée par l'Union européenne, peut être accordée pour soutenir la requalification d'espaces dégradés dans le but de reconquérir l'espace urbanisé, de mieux le planifier, pour in fine favoriser le maintien ou l'implantation d'activités.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

| | |
|--|----|
| 1- Présentation synthétique du dispositif | 2 |
| 2- Indications pour remplir les rubriques du formulaire | 4 |
| 3- Rappel de vos engagements | 9 |
| 4 - Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles à joindre au formulaire..... | 10 |
| 5 - Informations complémentaires sur les pièces justificatives à joindre au formulaire | 12 |
| 6 - La suite qui sera donnée à votre demande | 12 |
| 7 - En cas de contrôle sur place..... | 16 |
| 8 - Dispositions et sanctions applicables en cas d'anomalies | 17 |

INFORMATIONS RELATIVES A LA PROGRAMMATION DES AIDES AU TITRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL DE FRANCHE-COMTE

Le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de l'Union Européenne soutient les politiques de développement agricole et rural inscrites dans les Programmes de Développement Rural (PDR) régionaux, élaborés sur la base du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil Européen du 17 décembre 2013.

En tant qu'autorité de gestion du FEADER pour la programmation 2014-2020, la région Bourgogne-Franche-Comté assure la mise en œuvre et la gestion du PDR de Franche-Comté.

LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Ce formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention dans le cadre du PDR de Franche-Comté, pour le financeur Europe (FEADER).

Vous déposerez ce formulaire et ses annexes en un exemplaire original, auprès de la **Direction de l'aménagement du territoire et numérique du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté qui est le guichet unique service instructeur du dispositif d'aide.**

Pour ce dispositif d'aide, les demandes d'aides se font par appels à projets régionaux.

Le formulaire de demande d'aide et les pièces justificatives qui l'accompagnent constituent le dossier de demande d'aide qui une fois complet devra apporter l'ensemble des éléments permettant d'analyser son éligibilité et d'effectuer son évaluation au regard des critères de sélection.

N'hésitez pas à demander au service instructeur les renseignements nécessaires pour vous permettre de remplir le formulaire qui correspond à votre projet.

1- Présentation synthétique du dispositif

Les modalités de description du dispositif sont définies dans la fiche du PDR du type d'opération et dans l'arrêté régional en vigueur qui en précise les dispositions concernant le FEADER.

1 Porteurs de projets éligibles

- les maîtres d'ouvrage publics :
 - collectivités territoriales et établissements publics,
 - autres établissements de coopération type syndicat (intercommunal ou mixte),
 - les groupements d'intérêt public (personne morale de droit public, qui peut être constituée entre différents partenaires publics ou entre un partenaire public au moins et un ou plusieurs organismes privés).
- les maîtres d'ouvrage privés :
 - associations (déclarées soumises à la Loi du 1er juillet 1901 - en tant que concessionnaire de maîtrise d'œuvre d'une commune ou d'un établissement public),
 - sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales dans le cadre d'une concession de maîtrise d'ouvrage d'une commune ou d'un établissement public.

Les particuliers et les entreprises ne sont pas éligibles.

2 Types de projets financés et conditions d'éligibilité

Pour l'ensemble des projets, le projet devra respecter les conditions suivantes :

- **Condition de plancher** : toute opération dont l'instruction conduirait au calcul d'une subvention d'un montant inférieur à 5 000 € (FEADER + dépense publique nationale cofinancée + dépense publique nationale non cofinancée) est inéligible (condition vérifiée au stade du dossier complet puis du paiement)
- **Condition pour l'égalité d'accès** : pour les projets portés par des maîtres d'ouvrage privés, le service devra être accessible à tout public.
- **Autres conditions et cohérence avec schémas structurants** : le soutien porte sur la création, l'amélioration ou le développement d'infrastructures de petite taille : les investissements de plus de 2 000 000 euros en coût total éligible ne sont pas éligibles. Les opérations doivent être mises en œuvre conformément aux plans de développement des communes, s'il en existe, et sont compatibles, le cas échéant, avec : toute stratégie locale de développement en lien avec la thématique du projet, et étude d'opportunité, de faisabilité, établie en amont du projet pour définir les besoins.
- **Condition spécifique aux projets liés à la santé** : il est nécessaire de répondre à la définition de la « Maison de santé » de l'article L6323-3 du code de la santé publique : être une structure pluri-professionnelle ayant élaboré un projet de santé en concertation avec les professionnels de la santé.
- **Conditions concernant les ouvrages mixtes** : en ce qui concerne les ouvrages mixtes (dont une part seulement concerne des services éligibles et une autre d'autres activités non éligibles), et dont l'éligibilité de l'activité se détermine en temps d'utilisation, le temps d'utilisation de l'activité éligible devra être égal ou supérieur à 80% du temps d'utilisation, toutes activités confondues, de l'infrastructure. Pour ces ouvrages mixtes les conditions de mise en œuvre détermineront le mode de calcul de la part éligible (dépenses spécifiques, prorata de surface, prorata de temps d'utilisation).
- **Conditions spécifiques aux activités et services implantés dans les bâtiments reconstruits ou réhabilités** :
 - La requalification ou la reconversion pour l'installation d'activités commerciales de proximité est éligible uniquement à destination des commerces de moins de 400 m² de surface commerciale utile.
 - La requalification ou la reconversion vers une activité de commerce de produits agricoles par des maîtres d'ouvrage privés n'est pas éligible.
 - Le changement de destination d'un bâtiment agricole est possible si la destination nouvelle est non-agricole.
- **Condition pour l'efficacité énergétique** : pour la rénovation des bâtiments les investissements doivent permettre d'atteindre le niveau BBC tel que déterminé au point 8.2.6.7 (autres remarques importantes pour comprendre et mettre en œuvre la mesure - Informations complémentaires au texte applicable du cadre national).

Sont inéligibles :

- la seule remise aux normes, sauf la dépollution des sites et bâtiments,
- les coûts indirects.

3 Eligibilité géographique

Etre situé en zone « Développement local » au titre du FEADER telle que définie en annexe 1 de cet appel à projets (ensemble des communes de la région à l'exception de celles situées dans des unités urbaines de plus de 10 000 emplois).

Dans le cas d'un projet situé sur une commune doublement éligible (zone développement local FEADER et axe urbain FEDER – carte en annexe 2 de cet appel à projets), le FEADER ne pourra intervenir qu'à la condition que le projet n'ait pas été retenu par l'autorité urbaine en charge de la mise en œuvre du FEDER. Le rejet au titre du FEDER est donc un préalable indispensable pour pouvoir prétendre au soutien du FEADER.

4 Eligibilité temporelle

ATTENTION

Vous n'êtes pas autorisé à commencer votre opération avant la date de réception de la demande d'aide préalable par le service instructeur qui vous délivrera un accusé de réception. Le commencement d'exécution est constitué par tout acte validant une décision liée à l'opération (dont tout acte juridique passé pour la réalisation du projet) ou tout début physique de l'opération. Tout acte d'engagement de dépenses (bon de commande, signature d'un devis, commande d'une prestation, premier versement quel qu'en soit le montant, notification de marché...) constitue un premier acte juridique et est considéré à ce titre comme un commencement d'opération.

L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux ou de l'activité.

ATTENTION

Tout début d'exécution de l'opération avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur rend inéligible la totalité de l'opération.

Se reporter au point 6 – la suite qui sera donnée à votre demande.

5 Dépenses éligibles

En application des dispositions générales du FEADER, les dépenses sont éligibles si :

- elles respectent les dispositions du PDR et les conditions prévues dans l'arrêté régional ;
- elles sont directement et exclusivement liées à l'opération ;
- elles sont supportées et justifiées par le demandeur (bénéficiaire si une aide est attribuée) ;
- elles sont prévues dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne ;
- elles sont acquittées durant la période d'éligibilité des dépenses retenue dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne ;
- les réglementations européennes et nationales relatives à la commande publique, aux aides d'État et à l'environnement, applicables le cas échéant aux opérations et aux bénéficiaires, sont respectées ;
- elles sont postérieures à la date de dépôt du dossier de demande d'aide déposée au service instructeur.

Sont éligibles, les opérations de requalification / reconversion d'espaces dégradés comprenant une réhabilitation ou une reconstruction de bâtiment, impactant la qualité paysagère et/ou environnementale, et qui doit viser à créer les conditions favorables à :

- l'installation d'activités économiques,
- l'installation d'un équipement touristique générateur de retombées économiques sur le territoire,
- l'installation de services à la population,
- l'installation de services aux entreprises,
- des installations regroupant plusieurs types d'activités précédemment cités pour favoriser la mixité fonctionnelle.

Les activités et services doivent être implantés dans ces bâtiments reconstruits ou réhabilités. La modernisation et l'augmentation de capacité d'une activité ou d'un service ne sont pas éligibles.

Les coûts admissibles sont les suivants :

- démolition et déconstruction partielle ou totale,
- reconstruction,
- réhabilitation du bâti (travaux d'entretien courant exclus),
- aménagements extérieurs et paysagers et VRD (voirie, réseau, divers) à l'intérieur du site,
- travaux de dépollution (Nota bene : les dépenses de dépollution sont éligibles seulement si les actions juridiques et contentieuses en recherche de responsabilité sont épuisées y compris les recours, et dans la limite de 10% de l'assiette éligible des postes de dépense ci-dessus),
- les frais généraux liés aux coûts éligibles visés précédemment, au sens de l'Article 45.2.c du Règlement (UE) 1305/2013 du 17 décembre 2013, notamment les études de faisabilité, d'opportunité, la maîtrise d'œuvre liée à l'opération, les études thermiques prévisionnelles et finales avec contrôle de conformité et test d'étanchéité à l'air, et les frais d'information et de publicité à destination du public exigés par la réglementation européenne (panneau ou plaque explicative).
- Note bene : les frais généraux relatifs aux travaux de dépollution sont éligibles seulement si les actions juridiques et contentieuses en recherche de responsabilité sont épuisées y compris les recours. L'ensemble de ces frais sont plafonnés à 20% de l'assiette éligible des postes de dépense ci-dessus.
- l'acquisition de terrains non bâtis et de terrains bâtis sur le site de l'espace dégradé, plafonnés à 15% des dépenses totales éligibles du projet concerné pour les sites abandonnés ou ceux anciennement à usage industriel qui contiennent des bâtiments, et plafonnés à 10% des dépenses totales éligibles du projet concerné pour les autres sites.

Eligibilité temporelle des dépenses :

- Investissements et travaux décrits ci-avant : à partir de l'accusé de réception de dépôt de votre demande par l'Autorité de Gestion ou au 1^{er} janvier 2014 pour les dossiers relevant de la réglementation européenne « de minimis » ou s'inscrivant hors aides d'Etat. (l'application de la réglementation adéquate sera définie lors de l'instruction du dossier).

- Les frais généraux liés aux coûts éligibles visés précédemment, notamment la maîtrise d'œuvre liée à l'opération : dépenses engagées à partir du 1^{er} janvier 2014

Cas spécifique de pro-ratisation des dépenses :

Des devis détaillés constituent la norme pour les dépenses ci-dessus. Toutefois, lorsqu'il n'est pas possible de procéder à ce type de devis (et par la suite de facturation), par exemple pour des travaux de rénovation sur une surface plus importante que la seule surface des locaux éligibles, un pro rata doit être établi, une clé de répartition basée sur des éléments justifiés peut être utilisée, accompagnée des justificatifs probants de la valeur nominale et de la valeur relative au projet, sous réserve de l'acceptation de la dépense par le service instructeur (ce type de dépense étant risqué en particulier du point de vue des contrôles). Cette clé de répartition sera vérifiée au moment de l'instruction de la demande d'aide, et si une aide est attribuée, inscrite dans la décision attributive de l'aide. Les valeurs de base et relative au projet seront vérifiées lors du contrôle administratif de la demande de paiement.

Dans tous les cas, le service instructeur pourra exiger que les devis soient refaits de manière à détailler précisément les dépenses éligibles pour lesquelles la demande d'aide est déposée.

Le pro rata ne peut être appliqué que sur la partie des travaux éligible. Dans le cas d'un bâtiment mixte dont une seule partie est éligible, aucun pro rata ne sera être appliqué sur les parties communes.

■ Est éligible la TVA pour les porteurs de projets qui ne récupèrent pas la TVA selon les conditions ci-dessous :

- ✗ Pour les maîtres d'ouvrage qui récupèrent la TVA : la TVA n'est pas éligible et les dépenses sont à déclarer HT ;
- ✓ Pour les maîtres d'ouvrages non assujettis ni partiellement, ni totalement à la TVA et qui ne récupèrent ni ne peuvent déduire ou compenser la TVA sur la totalité de l'opération (situation à justifier) : la TVA applicable est éligible et les dépenses sont à présenter TTC (inscrire les dépenses dans les deux colonnes dédiées : montant HT et montant de la TVA).

Remarque : dans le cas où la TVA n'est pas applicable, le prix net est à renseigner dans la colonne HT.

✗ Ne sont pas éligibles dans tous les cas les dépenses ci-dessous :

- les travaux d'auto-construction,
- les frais salariaux.

6 Taux d'aide publique au titre du PDR

Pour les modalités d'instruction et de sélection des demandes d'aides, se reporter à la partie 6 : « La suite qui sera donnée à votre demande ».

Le taux d'aide publique appliqué à l'assiette des dépenses éligibles retenues est fixé à 70% (FEADER + aides publiques nationales).

Le taux d'aide publique se définit comme indiqué ci-dessous :

$$\text{Taux d'aide publique} = \frac{\text{Ensemble des financeurs publics (dont FEADER)} \times 100}{\text{Dépenses éligibles retenues}}$$

Le taux d'intervention du FEADER s'établit au maximum à 44,1% du montant des dépenses éligibles retenues.

Pour les maîtres d'ouvrage privés, les aides publiques nationales doivent au moins représenter 25,9 % du montant des dépenses éligibles retenues.

Un taux d'aide publique plus contraignant pourra être appliqué selon le régime d'aides auquel se rattache l'opération.

2- Indications pour remplir les rubriques du formulaire

1 Données du demandeur

1.1 Identification du demandeur

Le N° SIRET est obligatoire.

Toutes les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics disposent d'un n° SIRET.

Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET : vous pouvez le retrouver sur des sites internet gratuits comme « infogreffe.fr ».

Si vous n'êtes pas immatriculé(e) : afin que votre demande d'aide puisse être considérée complète, veuillez-vous adresser à un Centre de Formalités des Entreprises (CFE) pour qu'un n° SIRET vous soit attribué. Vous pouvez aussi télécharger une lettre type de demande de création d'un SIRET sur le site internet gratuit « service-public.fr » et la transmettre directement à votre Direction Régionale de l'INSEE (dont les coordonnées sont disponibles sur le site « insee.fr »). Il vous est recommandé de faire ces démarches avant de déposer votre demande d'aide.

Il est possible de rechercher puis d'imprimer l'avis de situation correspondant à votre n° SIRET depuis le site du répertoire de l'INSEE (<https://avis-situation-sirene.insee.fr/>).

Le représentant légal d'une personne morale est un individu qui a les pouvoirs pour engager la responsabilité de la structure. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.

Remarque : la délégation de signature est un acte juridique par lequel une autorité charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou une série de cas déterminés. Une délégation de signature ne peut pas transférer l'ensemble des pouvoirs de l'autorité délégante au délégataire. L'acte portant délégation de signature doit donc préciser les attributions pour lesquelles cette délégation est accordée.

1.2 Coordonnées du demandeur

Il est important de pouvoir communiquer facilement avec vous (par exemple dans le cas de pièce manquante dans votre dossier) et par tous les moyens que vous jugez utiles.

1.3 Caractéristiques du demandeur : Situation au regard des règles de la commande publique

En 2016, les règles de la commande publique évoluent ; il convient notamment de se référer aux textes et ressources ci-après :

- [Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics](#) ;
- [Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics](#) ;
- [publications à vocation pratique et textes applicables pour les acheteurs publics](#) consultables sur le site de la Direction des Affaires Juridiques rattachée au Ministère de l'économie de l'Industrie et du Numérique et au Ministère des Finances et des Comptes Publics.

Tous les porteurs de projets publics ou soumis aux règles de la commande publique demandant une subvention FEADER, quels que soient la nature et le montant des dépenses présentées, devront respecter les principes de la commande publique, à savoir : la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats, la transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité et la bonne utilisation des deniers publics. La bonne application de ces principes implique une définition préalable des besoins, le respect des règles de publicité et de mise en concurrence et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dès lors que le demandeur est soumis aux règles de la commande publique, il est tenu de fournir le formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique qui doit contenir l'ensemble des dépenses soumises aux règles de la commande publique.

La situation au regard des règles de la commande publique sera vérifiée par le service instructeur.

A. Nature du pouvoir adjudicateur

A.1 Organismes soumis à l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015

- 1° Les personnes morales de droit public ;
- 2° Les personnes morales de droit privé qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur ;
- 3° Les organismes de droit privé dotés de la personnalité juridique constitués par des pouvoirs adjudicateurs en vue de réaliser certaines activités en commun.

Remarque : en outre, toute personne morale privée qui n'entrerait pas dans ce cadre est libre de choisir d'appliquer les règles de la commande publique.

A.2 Rappel des organismes soumis au code des marchés publics de 2006 (après le 1^{er} avril 2016, se référer à l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015)

- . L'État (Services centraux et déconcentrés) ;
- . Les établissements publics de l'État,
- . Les collectivités territoriales
- . Les établissements publics de coopération intercommunale
- . Les établissements publics locaux administratifs, à caractère industriel et commercial, d'enseignement
- . Les ports autonomes et grands ports maritimes (art. R. 113-18 et R. 103-10 du code des ports maritimes)
- . Les établissements publics de santé (L. 6141-7 du code de la santé) ou à caractère sociaux ou socio-médical
- . Les organismes privés de sécurité sociale (article L. 124-4 du code de la sécurité sociale)

A.3 Rappel des organismes, de statut public ou privé en droit français, relevant de l'ordonnance du 6 juin 2005 (après le 1^{er} avril 2016, se référer à l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015)

- . Les organismes nommément cités par l'ordonnance ;
- . Les établissements publics à caractère administratif ayant dans leur statut une mission de recherche sont soumis à l'ordonnance de 2005 (article 3-I-5°)

- . Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
- . Les établissements publics de coopération scientifique :
- . Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)

D'autre part, sont soumis à l'ordonnance du 6 juin 2005, les organismes de droit privé ou de droit public (exemple : certaines associations Loi 1901) qui sont reconnus de droit public par l'autorité de gestion selon les 3 critères cumulatifs de définition suivants (conditions fixées dans la directive européenne 2004/18/CE du 31 mars 2004) :

- 1/ Avoir la personnalité juridique ;
- 2/ Satisfaire à des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel et commercial ;
- 3/ Se trouver dans une situation de dépendance vis-à-vis d'un pouvoir adjudicateur soumis au code des marchés publics ou à l'ordonnance du 6 juin 2005 (les conditions ci-dessous sont alternatives et non cumulatives) :
 - . Financement majoritaire par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public
 - . Gestion soumise à un contrôle par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public
 - . Organe d'administration, de direction ou de surveillance composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public.

B. Synthèse des procédures de mise en œuvre de la commande publique

Les 3 principes fondamentaux du droit de la commande publique (le choix d'une offre répondant de manière pertinente au besoin, la bonne utilisation des deniers publics et ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin) sont à respecter dès le 1^{er} euro d'achat public.

Pour les maîtres d'ouvrage soumis au Code des Marchés Publics et / ou à l'Ordonnance de 2005 ou de 2015, différentes obligations s'imposent selon le montant et la nature de l'achat public. Une synthèse des obligations relatives à chaque procédure et des documents susceptibles d'être demandés dans le cadre de l'instruction des demandes de paiement FEADER est indiquée dans le formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique. Une attention particulière devra être apportée, par les maîtres d'ouvrage concernés, sur l'évolution de la réglementation nationale relative au droit de la commande publique quant à l'évolution des seuils déterminant le type de procédure à appliquer.

C. Qualification d'organisme de droit public

L'expression « Pouvoir adjudicateur » dans l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 désigne l'acheteur public. **Un organisme est ainsi réputé comme étant de droit public, en application de la [directive 2014/24/UE du 26 février 2014](#), indépendamment de sa nature publique ou privée.** Selon ce texte, par "organisme de droit public", on entend tout organisme qui répond aux 3 critères cumulatifs suivants (les précisions sont celles du texte ou issues des décisions de la Cour de Justice des Communautés Européennes) :

1) **créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial :**

Des besoins d'intérêt général peuvent correspondre à une activité qui profite à la collectivité et qui pourrait être exercée par une personne publique (par exemple : logements sociaux), à une activité non lucrative ou à une activité qui relève d'une interaction importante avec les collectivités ou l'Etat (par exemple : traitement des ordures). La notion de caractère autre qu'industriel et commercial s'apprécie au regard de la manière dont les besoins d'intérêt général sont satisfaits : par exemple, ils sont en général satisfaits d'une manière autre que par l'offre de biens ou de services et il s'agit généralement d'une activité qui ne pourrait entièrement être satisfaite par les offres d'opérateurs entièrement privés.

Même si l'organisme exerce une activité commerciale à côté de sa mission d'intérêt général, et y compris dans le cas où celle-ci n'existerait pas à sa création ou est minoritaire en termes d'activité, l'organisme ne perdra pas sa qualité d'organisme qualifié de droit public, même dans l'exercice de son activité commerciale.

2) **ET doté de la personnalité juridique,**

3) **ET dont :**

OU soit l'activité est financée majoritairement par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public : ce point est vérifié au regard des comptes de l'organisme, la désignation « majoritaire » étant appliquée comme « plus de la moitié ». Les subventions publiques, y compris communautaires, sont considérées comme un financement public. En outre, dès lors que l'Etat en a le contrôle (s'il peut donner une orientation des fonds au travers de sa participation active dans un organe de direction)

OU soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers : il s'agit d'un contrôle de gestion qui doit être exerçable de manière permanente ;

OU soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les collectivités ou d'autres organismes de droit public.

Pour les personnes morales de droit privé au sens français susceptibles de relever de cette directive, telles que les associations, certaines sociétés privées, etc., le service instructeur instruira systématiquement la situation de votre structure et conclura sur sa qualification ou non comme organisme de droit public et proposera à l'autorité de gestion la qualification ou la non-qualification en tant qu'organisme de droits publics (le cas échéant, vous recevrez la décision de l'autorité de gestion qui indiquera la durée de la qualification).

Le service instructeur sera donc amené à solliciter toutes ou partie des pièces nécessaires qui ne seraient pas en sa possession.

La qualification d'organisme de droit public a deux conséquences pour la structure du porteur de projet :

- **la structure est soumise aux règles de la commande publique, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ;**
- **tout ou partie de l'autofinancement de la structure peut être considéré comme de la dépense publique nationale pouvant mobiliser du FEADER en contrepartie.**

1.4 Identification du responsable du projet

Les coordonnées du responsable technique du projet (réfèrent identifié au sein de votre structure) sont à compléter, afin de faciliter les échanges relatifs au montage du dossier, à son suivi, à sa gestion...

1.5 Coordonnées du compte bancaire

Cette rubrique est à compléter pour fournir au service instructeur les informations nécessaires au paiement de l'aide si une aide est attribuée.

2. Caractéristiques du projet

2.1 Description du projet

Les indications nécessaires figurent sur le formulaire. Toutes les rubriques doivent être complétées.

Concernant la description succincte du projet, vous devez, en quelques lignes, décrire le projet (contexte, objectifs, moyens dédiés) afin que le service instructeur puisse mieux le connaître. Cette description peut être relayée par tout document annexe (technique, publicitaire, commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

Concernant la localisation de l'opération, veuillez indiquer le lieu précis de l'investissement matériel. Le code INSEE, qui est nécessaire pour le suivi statistique, est accessible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr/fr/>).

Les informations de localisation sont obligatoires pour le service instructeur qui détermine l'éligibilité géographique du projet et pour l'autorité de gestion qui assure le suivi et l'évaluation du programme.

Concernant le calendrier prévisionnel du projet, vous indiquerez ici les dates que vous prévoyez pour le début et la fin du projet. La date de début du projet correspond au premier acte passé pour la réalisation de l'opération, et la date de fin du projet comme la date d'acquittement de la dernière dépense (décaissement effectif). Ces informations permettront au service instructeur, dans le cas où une aide est attribuée, à établir les dates encadrant les délais pour la réalisation du projet.

La répartition des dépenses par année calendaire est à renseigner pour les dates prévisionnelles de facturation dans l'année civile concernée.

2.2 Caractéristiques détaillées du projet

Les indications nécessaires figurent sur le formulaire. Toutes les rubriques doivent être complétées.

Les données renseignées doivent correspondre aux éléments figurant dans le dossier fourni pour pouvoir être validées par le service instructeur.

3 Dépenses prévisionnelles

L'ensemble des dépenses doivent être portées dans l'annexe financière du formulaire : Annexe 1 : Dépenses prévisionnelles. Il est nécessaire de s'y référer pour renseigner le récapitulatif des dépenses prévisionnelles. Les montants de celles-ci s'établissent sur la base de pièces justificatives qu'il vous est demandé de fournir (se reporter au récapitulatif des pièces justificatives à fournir en 4).

Vous reportez dans le tableau récapitulatif du formulaire les montants des dépenses calculés dans chacune des annexes et établirez ainsi le coût global du projet éligible (ne pas tenir compte des plafonds).

Le service instructeur appréciera le caractère raisonnable des coûts présentés et demandera le cas échéant des justifications complémentaires.

4 Recettes prévisionnelles générées par le projet

Les recettes nettes sont les entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération, telles que les redevances directement supportées par les utilisateurs pour l'utilisation de l'infrastructure, la vente ou la location de terrains ou de bâtiments, ou les paiements effectués en contrepartie de services, déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie qui sont supportés au cours de la période correspondante. Les économies de frais d'exploitation générées par l'opération sont traitées comme des recettes nettes, à moins qu'elles ne soient compensées par une réduction de même valeur des subventions aux frais d'exploitation.

Au moment de l'instruction de la demande, en fonction de la nature du projet et du rattachement éventuel à un régime d'aide d'Etat, le montant FEADER pourra être calculé sur la base du coût prévisionnel du projet après déduction des recettes nettes prévisionnelles. Le cas échéant, les recettes nettes générées par le projet doivent être déduites de la dépense retenue pour calculer le montant de la subvention. Le demandeur sera informé de la prise en compte effective des recettes nettes dans le calcul de l'assiette éligible par la décision d'attribution.

5 Plan de financement prévisionnel du projet

Vous indiquerez ici l'ensemble des contributeurs financiers à la réalisation de votre projet, publics et privés : financeurs et montants sollicités ou obtenus et date d'obtention le cas échéant. N'oubliez pas de joindre à votre dossier toute pièce probante qui atteste de l'obtention de la participation des financeurs. Dans le cas où les documents d'attribution de leur financement par les financeurs, tout particulièrement concernant les aides publiques, ne seraient pas encore disponibles, il sera indispensable de fournir au dépôt de la demande d'aide le courrier d'intention attestant de leur participation et de leurs modalités d'intervention : assiette retenue, taux d'intervention, montants, ... (aucun engagement du FEADER ne pourra intervenir avant transmission de la décision juridique attributive de l'aide). Dans le cas où les documents probants ne seraient pas fournis, le service instructeur ne pourra pas instruire votre demande d'aide.

Le FEADER intervient en complément d'une aide publique : aides accordées par l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, groupements d'intérêt public et tout organisme public ou qualifié de droit public. Le taux de cofinancement du FEADER s'établit à 63 % de la dépense publique cofinancée totale, ce qui signifie que 0,37 € de financement national peut mobiliser jusqu'à 0,63 € de crédits du FEADER.

Vous indiquerez également le montant de l'autofinancement mobilisé sur le projet, **dans le respect de la réglementation applicable** (et en particulier du code général des collectivités territoriales le cas échéant) et des règles d'intervention des financeurs.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération doit être équilibré en dépenses et en ressources. Les ressources devront donc si nécessaire être pro-ratisées le cas échéant pour correspondre aux ressources affectées aux dépenses présentées.

6 Engagements

Les règlements européens imposent aux États-membres et aux autorités de gestion certaines obligations pour le paiement des aides de l'Union européenne. En conséquence, le porteur de projet bénéficiaire de l'aide attribuée partiellement ou en totalité doit s'engager, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations décrites qui seront reprises dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne. Les obligations (engagements...) nécessaires doivent être souscrites.

7 Pièces justificatives

La liste des pièces à fournir au service instructeur figure dans le formulaire de demande. Vous devez veiller à fournir toutes les pièces correspondant à votre situation. Selon la nature du porteur de projet et la nature du projet, les pièces sont soit à fournir, soit déjà fournies au service instructeur. Certaines indications figurent ci-dessous (le service instructeur se tient à votre disposition pour de plus amples informations) :

1. Pour le RIB mentionnant le n° IBAN et le n° BIC de la banque : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).
2. Un document attestant que le demandeur bénéficie d'une participation d'un financeur national (délibération d'une collectivité, arrêté attributif de la subvention, etc.) précisant notamment le montant de la subvention, le projet, les modalités d'intervention (assiette des dépenses et taux d'intervention).

| |
|--|
| L'absence d'une pièce nécessaire à l'instruction empêchera le service instructeur de donner suite à la demande. |
|--|

Il est enfin indiqué que le service instructeur pourra être amené à demander toute pièce non listée dans l'imprimé qui s'avèrerait nécessaire à l'instruction.

3- Rappel de vos engagements

Si une aide est attribuée pour votre projet, pendant la durée d'engagement de cinq ans après le paiement final de l'aide et de dix ans après le paiement, vous serez soumis, dans le cadre d'un dispositif d'aide européenne, à des obligations réglementaires, qui sont fonction des caractéristiques, de la nature de l'opération et de la structure bénéficiaire.

En cas de cession de l'investissement / de changement de propriétaire de l'investissement en cours de réalisation de l'investissement ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités.

Dans le cas d'une cession, il est impératif de contacter préalablement le service instructeur qui étudiera la possibilité pour le cessionnaire de reprendre à son compte les engagements pour le temps restant à courir et définira les modalités le cas échéant. Dans tous les cas, il ne pourra pas être ouvert de droit supplémentaire.

Pour rappel, les engagements portent en particulier sur les points ci-dessous :

- 1- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la demande d'aide au service instructeur (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...) ;**
- 2- Informer le service instructeur de toute modification de votre situation, de la raison sociale de votre structure, de votre projet ou de vos engagements ;**
- 3- Vous soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;**
- 4- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet ;**
- 5- Détenir, conserver, fournir, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur, et permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements sollicités pendant dix ans ;**
- 6- Respecter les règles de pérennité de l'opération en ce qui concerne les investissements productifs et les infrastructures (état fonctionnel et usage identiques pendant une durée de 5 ans suivant le paiement final de l'aide) ;**
- 7- Informer le service instructeur préalablement à toute modification du projet ou des engagements ;**
- 8- Réaliser la publicité de la participation européenne lors de la mise en œuvre de l'opération conformément à l'annexe III du Rd(UE) n° 808/2014 et aux modalités qui seront précisées par l'autorité de gestion dans la décision juridique attributive de l'aide.**

4 - Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles à joindre au formulaire

Rappel

La signature du devis, bon de commande ou convention de sous-traitance par le demandeur vaut commencement d'exécution du projet.

Rappel concernant le caractère raisonnable des montants présentés

L'ensemble des bénéficiaires, y compris les bénéficiaires soumis aux règles de la commande publique, d'une aide au titre du FEADER doit être en mesure de justifier le caractère raisonnable de la dépense engagée dès le 1^{er} euro.

Le service instructeur a l'obligation réglementaire de procéder au contrôle administratif du caractère raisonnable des coûts qui sont présentés lors de la demande de soutien, y compris les coûts pour les dépenses soumises aux règles de la commande publique. Pour cela, vous devez transmettre au service instructeur les éléments probants. Le service instructeur ne retiendra pas les dépenses pour lesquelles il n'est pas possible de vérifier le caractère raisonnable des coûts et dans ce cas l'investissement correspondant ne sera pas financé.

(*) : En application des règles de l'article 62 du Règlement (UE) n° 1305/2013 et de l'article 48 du Règlement (UE) délégué n° 809/2014, les dépenses doivent présenter un coût qualifié de raisonnable pour être éligibles.

Les dépenses prévisionnelles indiquées dans l'annexe 1 du formulaire de demande d'aide doivent être justifiées. Dans tous les cas, la justification des coûts doit se baser sur des pièces justificatives en cours de validité.

Les pièces justificatives sont des devis explicites du point de vue de la TVA, récents (les dates de validité des devis doivent et en tout état de cause les dates d'émission des devis ne peuvent être antérieures à six mois par rapport à la date de dépôt de la demande d'aide), au nom de l'entreprise.

Dans tous les cas, il est nécessaire de fournir au moins un justificatif ci-dessus (devis) de la dépense prévisionnelle.

1 Dépenses non soumises aux règles de la commande publique

Au-delà de 2 000 € HT de dépense (*), le caractère raisonnable du coût s'établit par comparaison de plusieurs devis :

- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 2 000 € HT, veuillez fournir au minimum 2 devis pour la dépense concernée permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés.** Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.
- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 90 000 € HT, veuillez fournir au minimum 3 devis pour la dépense concernée** permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés. Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.

(*) : Les natures de dépense se raisonnent par devis d'investissement, d'équipement, de lot ou de prestation, avant toute forme de plafonnement ou de pro-ratisation

Dans tous les cas, si les justificatifs demandés pour déterminer le coût raisonnable ne sont pas fournis, la dépense est inéligible et ne sera pas retenue.

2 Dépenses soumises aux règles de la commande publique

Dans le cas où la dépense est soumise aux règles de la commande publique, le contrôle administratif du respect de la procédure et de la publicité en fonction des seuils sera effectué au plus tard lors de la première demande de paiement si une aide est accordée. Toute dépense ne sera donc retenue que sous réserve de la régularité des dépenses et de l'opération au regard des règles de la commande publique. Au moment de la demande d'aide, il est impérativement procédé au contrôle du caractère raisonnable du montant présenté. Le service instructeur devra être en mesure sur la base des pièces que vous lui transmettez de vérifier :

- la pertinence des dépenses en fonction de la fonctionnalité et des prestations recherchées ;
- l'absence de dépenses dites « somptuaires » (sur-spécifications) ;
- le montant raisonnable.

2.1 Respect des règles de la commande publique

Au moment de la demande de soutien, il est nécessaire de renseigner dans le formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publiques **toutes les dépenses** qui sont soumises aux règles de la commande publique. Le service instructeur ne pourra pas retenir les dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une présentation conforme dans ce formulaire (toutes rubriques remplies).

Le service instructeur vérifie au moment de la demande d'aide le caractère raisonnable des coûts présentés.

La vérification définitive de la régularité des dépenses au regard de la commande publique sera faite au plus tard lors de la première demande de paiement. Toutes les pièces qui n'auraient pas encore été transmises à la demande d'aide seront alors à fournir qui permettent de justifier de la procédure et des documents constitutifs du marché :

- la régularité de la publicité mise en œuvre en fonction des seuils ;
- la régularité de la mise en concurrence en fonction des seuils ;
- la régularité de la forme écrite, en fonction des seuils ;
- les autres documents, en fonction des seuils.

Dans tous les cas, les actes d'engagement du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du prestataire retenu ne sont pas à fournir au moment de la demande d'aide et seront demandés par le service instructeur si une aide est octroyée au projet au moment de la première demande de paiement.

2.2 Dépenses / marchés ne faisant pas l'objet d'un marché formalisé

Dans ce cas, la vérification du caractère raisonnable des coûts se fait obligatoirement par la comparaison de plusieurs devis.

Au-delà de 2 000 € HT de dépense (*), le caractère raisonnable du coût s'établit par comparaison de plusieurs devis :

- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 2 000 € HT, veuillez fournir au minimum 2 devis de fournisseurs différents pour la dépense concernée** permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés. Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire économique et technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.
- **Pour toute dépense prévisionnelle (*) d'un montant supérieur à 90 000 € HT, veuillez fournir au minimum 3 devis de fournisseurs différents pour la dépense concernée** permettant de justifier du caractère raisonnable des coûts envisagés. Dans l'hypothèse où l'offre / le devis ayant le prix le plus bas ne serait pas retenu, fournir une note expliquant le choix du ou des prestataires retenus (par exemple : argumentaire économique et technique). Après examen, le service instructeur pourra retenir un coût raisonnable pour la dépense plafonné à partir du montant du prix le plus bas dans les limites d'une variation définie par l'autorité de gestion.

(*) : Les natures de dépense se raisonnent par devis d'investissement, d'équipement, de lot ou de prestation, avant toute forme de plafonnement ou de pro-ratisation

Dans le cas où vous faites le choix de recourir à un **marché** comprenant *a minima* les pièces ci-dessous telles que définies dans les textes encadrant les marchés publics :

- le(s) **cahier(s) des charge(s)**
- le **règlement de la consultation**,

⇒ les **justificatifs à fournir sont les mêmes que pour un marché soumis à une procédure formalisée ci-après.**

Dans tous les cas, si les justificatifs demandés pour déterminer le coût raisonnable ne sont pas fournis, la dépense est inéligible et ne sera pas retenue.

2.3 Marchés soumis aux seuils de procédure formalisée

Dans ce cas, la vérification du caractère raisonnable des coûts peut s'appuyer sur les pièces du marché. Le projet doit être suffisamment précis et les éléments transmis suffisamment détaillés pour que le service instructeur puisse valider un montant correspondant au coût raisonnable.

Il est nécessaire de fournir les pièces suivantes à l'appui de la demande d'aide, selon les cas ci-dessous :

| | |
|--|--|
| Si le marché est déjà lancé au moment de la demande d'aide : | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Copie des cahiers des charges</u> et du <u>règlement de la consultation</u> • En fonction de l'avancement du marché : <u>toutes les pièces du marché disponibles</u> y compris techniques et en particulier si disponibles le rapport d'analyse des offres, et les offres reçues • <u>Documents examinés et principes pour déterminer le prix du marché</u> : éléments hors pièces du marché (consultation, catalogues de prix, référentiels, études...) utilisés pour déterminer le montant de la demande d'aide (*) obligatoires pour les marchés négociés ou les appels d'offre restreints |
| Si le marché n'est pas encore lancé au moment de la demande d'aide : | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Note explicative du porteur de projet</u> comprenant en particulier les principales modalités qui seront portées dans les documents de la consultation (modèle disponible auprès du service instructeur : annexe A de la présente notice) • En fonction de l'avancement : les projets des pièces du marché, y compris techniques • <u>Documents examinés et principes pour déterminer le prix du marché</u> : éléments hors pièces du marché (consultation, catalogues de prix, référentiels, études...) utilisés pour déterminer le montant de la demande d'aide : (*) obligatoires pour les marchés négociés ou les appels d'offre restreints |

(*) une étude de marché, de statistiques de vente émanant des fournisseurs, devis... (cela ne doit pas remettre en cause le fait que le marché public doit respecter les principes de transparence et d'égalité de traitement, en évitant de divulguer des informations privilégiées)

Si le critère du prix n'est pas le seul retenu, il convient de transmettre au service instructeur les observations techniques et économiques justifiant les choix des autres critères notés ou pondérés.

Le coût à retenir sera déterminé par le service instructeur sur la base des pièces fournies et il ne sera validé que sous réserve du respect des engagements que vous avez pris, qui fera l'objet d'une vérification au moment du paiement.

Dans tous les cas, si les justificatifs demandés pour déterminer le montant raisonnable ne sont pas fournis, la dépense est inéligible et ne sera pas retenue.

3 Taxe sur la valeur ajoutée

Par défaut, les dépenses et le plan de financement sont à présenter HT. Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter la TVA. Si les dépenses de sont présentées TTC, vous devez impérativement fournir l'attestation de non déductibilité de la TVA ou autre document probant, dans tous les cas délivré par les services fiscaux compétents.

En outre, les organismes éligibles au FCTVA doivent fournir une attestation de non compensation de la TVA via le FCTVA pour l'opération.

Si les pièces nécessaires à la justification de la TVA ne sont pas fournies le service instructeur retiendra les dépenses HT.

5 - Informations complémentaires sur les pièces justificatives à joindre au formulaire

- Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable des coûts : vous reporter à la partie 4 de la présente notice.

- Annexe 1 : Obligatoire pour toute dépense présentée ;

- Annexe 2 : Obligatoire pour toute opération si l'opération génère des recettes ;

- Annexe 3 : Obligatoire pour toute opération si l'opération relève du régime de minimis ;

- Annexe 4 : A compléter et à joindre au formulaire de demande d'aide si celle-ci est présentée par :

- un service de l'Etat, un établissement public de l'Etat n'ayant pas un caractère industriel et commercial
- une collectivité territoriale, un établissement public local
- un organisme de droit privé mandataire d'un organisme soumis au code des marchés publics
- un organisme de droit privé ou public ayant décidé d'appliquer le code des marchés publics
- toute structure soumise à l'Ordonnance N°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées comme les organismes reconnus de droit public ;
- plus généralement, à partir du 1^{er} avril 2016, par toute personne morale soumise à l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et au Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Rappel : les pièces justificatives du respect du code des marchés publics seront à fournir au plus tard au moment du paiement.

6 - La suite qui sera donnée à votre demande

ATTENTION

Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de l'attribution d'une aide.

Le cas échéant, vous recevrez ultérieurement la notification de l'aide.

Pour être éligible, toute opération doit avoir fait l'objet d'une demande de subvention préalable au début d'exécution du projet. La date de début d'éligibilité est la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur. Tout commencement d'opération (y compris le premier acte juridique – par exemple devis signé ou bon de commande – passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou fournisseur) avant le dépôt du dossier rend l'ensemble du projet inéligible.

1 Réception de votre demande d'aide

Pour que le service instructeur puisse délivrer l'accusé de réception, votre demande préalable devra comprendre le contenu minimum suivant :

- le nom et la taille de l'entreprise,
- la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates prévisionnelles de début et de fin,
- la localisation du projet ou de l'activité,
- la liste des dépenses prévisionnelles,
- le type de subvention, et le montant du financement public nécessaire.

Ces éléments sont vérifiés dès lors que le formulaire de demande d'aide a été utilisé.

En outre, pour être recevable, votre demande d'aide doit comporter le formulaire de demande d'aide daté, cacheté et signé et complété.

Le service instructeur vous enverra un accusé de réception de votre demande d'aide, dans lequel la date de réception sera indiquée. Dans le cas où il n'est pas délivré un accusé de réception de la demande d'aide dans un délai de 2 mois, la demande d'aide est rejetée (conformément à la Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013).

Par la suite, si votre dossier est incomplet, vous recevrez un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes. Dans ce cas, il vous appartiendra de compléter votre dossier afin que l'instruction du dossier puisse être faite, et si le dossier est éligible, qu'il soit présenté au comité de sélection.

2 Instruction de votre demande d'aide

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être **complet**. Le dossier sera reconnu complet dès lors que les conditions ci-dessous seront réunies :

- les rubriques du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et les annexes auront été correctement renseignées par vos soins et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Un accusé de réception de dossier complet vous sera alors adressé et vous permettra d'intégrer la session de sélection en cours.

Le service instructeur rend un avis d'éligibilité sur la demande d'aide déposée.

Dans le cas où votre demande d'aide n'est pas éligible, vous recevrez un courrier vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

ATTENTION

Le dépôt du dossier complet ne vaut, en aucun cas, promesse de subvention. Le cas échéant, vous recevrez ultérieurement la notification de l'aide.

3 Modalités de sélection des projets

En conformité avec les règles du FEADER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir pour le financement par le PDR les dossiers qui répondent le mieux aux priorités définies par l'autorité de gestion.

La sélection des projets se réalise par appels à projets. Les principes relatifs aux critères de sélection sont définis dans le texte de l'appel à projets.

Les critères de sélection doivent permettre de retenir, parmi les projets éligibles, ceux de meilleure qualité.

La sélection des projets retenus est effectuée en Comité Régional de Programmation.

A l'issue du comité de programmation, vous recevrez soit une décision juridique attributive d'aide, soit une lettre vous indiquant que votre projet n'a pas été sélectionné et programmé.

4 Si une aide vous est attribuée : décision d'octroi

La décision d'attribution de l'aide du FEADER à votre projet est prise par la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Vos engagements en tant que bénéficiaire d'une aide du FEADER figurent dans le formulaire de demande d'aide et dans la décision juridique attributive de l'aide.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction du montant des dépenses éligibles effectivement réalisées, plafonné au montant maximum prévisionnel.

5 Si une aide vous est attribuée : délais de réalisation de l'opération

Les délais de réalisation de l'opération seront précisés dans la décision attributive de l'aide. Vous devrez adresser au service instructeur la déclaration de commencement de l'opération après signature de la décision juridique de l'aide. Les opérations et leur date d'achèvement (date la plus tardive entre la date d'achèvement physique de l'opération et la date d'acquiescement des dernières dépenses) devront être conformes aux dispositions indiquées dans la décision attributive de l'aide.

6 Si une aide vous est attribuée : versement de la subvention

Pour obtenir le paiement de la subvention vous devrez adresser au service instructeur, dans des délais respectant les dates figurant dans la décision attributive, le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives énumérées dans la notice jointe au formulaire de demande de paiement et les annexes.

Au titre de ce type d'opérations, il est possible de solliciter un paiement intermédiaire avant la dernière demande de paiement (qui est la demande de solde). Dans tous les cas, les acomptes seront plafonnés à 80 % du montant de l'aide décidée (dans le cas des demandes de paiement intermédiaire), et de l'aide à payer (dans le cas de la dernière demande de paiement). Dans tous les cas, le versement du solde ne pourra intervenir qu'après l'achèvement de l'opération et la visite sur place effectuée par le service instructeur (sauf en cas de dérogation pour l'opération).

Sous réserve de précisions complémentaires lors de l'engagement juridique de l'aide, la demande de paiement du bénéficiaire du FEADER devra obligatoirement comprendre :

- le formulaire de demande de paiement disponible auprès du service instructeur,

- toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses supportées conformément aux dispositions indiquées dans la décision juridique :
 - Facture comportant tous les éléments attendus, accompagnée de la preuve de l'acquittement :
 - facture datée, signée et cachetée par le fournisseur qui y indique la date et le moyen de l'acquittement en y portant la mention « Acquittée le : » (dans le cas d'un chèque, seule la date de l'endossement étant reportée, il sera indispensable de fournir également le relevé de compte correspondant)
 - OU relevés de comptes faisant apparaître le débit correspondant –
 - OU certification de l'état récapitulatif par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes,
- les autres pièces justificatives listées dans le formulaire de demande de paiement, dont tout document (photographie des éléments) attestant de la réalisation de la publicité faite du soutien du FEADER et des autres financeurs le cas échéant, et les indicateurs de réalisation nécessaires à l'évaluation du PDR.

Le versement du FEADER a lieu systématiquement après le versement des aides des financeurs nationaux. Les financeurs nationaux attestent du paiement de leurs aides auprès du service instructeur qui établit le montant qui mobilise le cofinancement du FEADER. Lorsque l'autofinancement du maître d'ouvrage public ou qualifié de droit public est en contrepartie du FEADER, la certification du paiement des dépenses sur l'opération attestant du montant de l'autofinancement par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes (pour une personne morale de droit privé qualifiée d'organisme de droit public) est obligatoire.

6.1 Points de vigilance pour les dépenses ayant donné lieu à une facturation

Une facture est obligatoire pour tout achat de produits ou toute prestation de service pour une activité professionnelle. Pour être recevable, toute facture comprend à minima les mentions obligatoires définies à l'article L.441-3, alinéas 3 et 4 du Code du commerce (dès lors que l'émetteur du document est soumis au Code du commerce, il devra comprendre ces éléments) :

- numéro de la facture ;
- date d'émission : en principe date de la réalisation de la vente ou de la prestation de services ;
- désignation du vendeur / fournisseur : les factures doivent indiquer le nom ou la raison sociale ainsi que l'adresse du vendeur ;
- désignation de l'acheteur / bénéficiaire ;
- désignation et quantités des produits ou services : ils doivent permettre au service instructeur de vérifier le rattachement de la dépense à l'opération ;
- prix unitaire HT des produits ou services : il s'agit du prix unitaire tel qu'il résulte du tarif du fournisseur ou du prestataire sans tenir compte des réductions accordées ;
- taux de la TVA (dans le cas d'une exonération de la TVA, la mention « TVA non applicable, art. 293B du Code général des Impôts » doit être précisée) ;
- présence des sommes dues : doivent figurer sur la facture par taux d'imposition, le montant total hors taxes, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- réductions de prix : rabais, remises, ristournes. Toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de services doit figurer sur la facture. Cette obligation vise les réductions directement liées à l'opération de vente ou de prestation de services.

6.2 Points de vigilance pour les dépenses soumises aux règles de la commande publique

Les pièces relatives au respect des règles de la commande publique devront impérativement être fournies au plus tard au moment de la première demande de paiement : **la vérification de la conformité de l'opération au regard des règles de la commande publique sera faite par le service instructeur.** Suite au renouvellement en 2016 du corpus réglementaire applicable pour la commande publique, il est recommandé de consulter les textes en vigueur au-delà de la synthèse ci-dessous :

| | | | | |
|------------------------------|--|--|--|---|
| Seuils (au 01/01/2016) | <input type="checkbox"/> < 25 000 € (à partir du 01/10/2015) | <input type="checkbox"/> entre 25 000 € (à partir du 01/10/2015) et 90 000 EUR HT | <input type="checkbox"/> entre 90 000 EUR HT et seuil de procédure formalisée | <input type="checkbox"/> Formalisée> 135 000 EUR HT (FS - Etat)> 209 000 EUR HT (FS - Coll. Terr. et EP Santé)> 5 225 000 EUR HT (Travaux) |
| Procédure | Procédure adaptée (sans obligation de publicité / mise en concurrence) | Procédure adaptée (avec obligation de publicité, de mise en concurrence et de forme écrite) | | Procédure formalisée (si l'acheteur fait référence à une procédure formalisée, il est tenu de l'appliquer entièrement) |
| Pièces | | | | |
| Mise en concurrence | Pièce probante (modalités libres) ou note de traçabilité de l'achat si ce choix n'est pas fait / procédure interne des achats... | <input type="checkbox"/> Modalités libres : copie des devis reçus, ... ou selon modalités ci- contre si ce choix a été fait | - Règlement de consultation - Copie du rapport d'analyse des offres | <input type="checkbox"/> Copie du rapport d'analyse des offres <input type="checkbox"/> Copie du PV des commissions d'appel d'offres |
| Publicité | Pièce probante (modalités libres) ou note de traçabilité de l'achat si ce choix n'est pas fait / procédure interne des achats... | <input type="checkbox"/> Modalités libres : encart publicitaire presse régional, site Internet, mailing ou selon modalités ci- contre si ce choix a été fait | <input type="checkbox"/> Copie d'écran de l'avis de marché sur le profil acheteur <input type="checkbox"/> Copie de l'avis de marché publié au BOAMP publié au BOAMP ou en JAL | <input type="checkbox"/> Copie de l'avis de marché publié au BOAMP <input type="checkbox"/> Copie de l'avis de marché publié au JOUE <input type="checkbox"/> Copie d'écran du profil acheteur <input type="checkbox"/> Presse spécialisée si nécessaire |
| Forme écrite | Engagement de la dépense (vérification de la date de commencement) | <input type="checkbox"/> Copie de l'acte d'engagement signé des parties ou devis signé ou bon de commande | <input type="checkbox"/> Copie de l'acte d'engagement signé des parties ou devis signé ou bon de commande | <input type="checkbox"/> Copie de la notification d'attribution <input type="checkbox"/> Copie de l'acte d'engagement signé des parties |

Pièces qui seront à fournir en plus dans le cas des procédures formalisées :

- Notification aux candidats évincés avec motif du refus
- Copie de l'avis d'attribution publié
- Copie des cahiers des clauses administratives générales et/ou particulières
- Copie des cahiers des clauses techniques générales et/ou particulières
- PV de la commission d'appels d'offre retraçant l'ouverture des plis et le jugement des offres (dont critères d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires)
- Résultat ou a minima preuve de présentation au contrôle de légalité préfectoral
- Rapport de présentation de la procédure de passation de marchés
- Lettres de rejet des candidatures et offres non retenues
- Le cas échéant le(s) avenant(s).

Rappel : à partir du 1^{er} janvier 2016, conformément à la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 relative à la passation des marchés publics (annexe V) et en application de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 pour les projets soumis à procédure formalisée, l'avis de marché doit préciser si le marché est relèvé d'un projet et/ou programme financé par les fonds de l'Union.

Remarque : les organismes soumis à l'Ordonnance de 2005 disposent de seuils spécifiques pour mettre en place des procédures formalisées (209 000 € HT dans la plupart des cas). Ils peuvent également faire le choix d'appliquer une procédure formalisée en-dessous de ces seuils. De même, les organismes soumis au Décret de 2016 autres que l'Etat, ses établissements publics autres qu'à caractère industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, choisissent librement les modalités de publicité adaptées en fonction des caractéristiques du marché public en-dessous du seuil de procédure formalisée.

6.3 Point de vigilance relatif au caractère raisonnable des coûts

Au moment du paiement, le service instructeur s'assurera que l'investissement réalisé et présenté dans la demande de paiement est comparable (fonctionnalités et coût) à celui prévu dans la demande d'aide.

6.4 Point de vigilance relatif au respect des règles en matière de publicité

Principes généraux de la publicité

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par l'apposition :

- a) **de l'emblème de l'Union ;**
- b) d'une mention faisant référence au soutien du FEADER : « **Fonds européen agricole pour le développement rural : L'Europe s'engage dans les zones rurales** ».
- c) **le logo de l'autorité de gestion** (conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté).

En outre, en fonction du montant de l'aide publique, de l'avancement de l'opération et de sa typologie, les règles communautaires définissent des supports précis pour la communication.

Les modèles des logos à utiliser seront disponibles dans le cadre du kit de publicité à l'attention des bénéficiaires du FEADER sur le site accessible à l'adresse suivante : <http://www.europe-bfc.eu>.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web tels que définis ci-après comportent la description du projet/de l'opération et les caractéristiques techniques définies ci-dessus. Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, du panneau, de la plaque ou du site web.

Application aux outils, matériels d'information et de communication du bénéficiaire

Les publications (brochures, dépliants, lettres d'information, par exemple) et les affiches concernant des mesures ou actions cofinancées par le Feader contiennent une indication claire, sur la page de titre, de la participation de l'Union, ainsi que l'emblème de l'Union, s'il est aussi fait usage d'un emblème national ou régional. Les publications comportent les références de l'organisme responsable du contenu de l'information, ainsi que de l'autorité de gestion désignée pour la mise en œuvre de l'intervention du FEADER et/ou nationale concernée.

Pour ce qui est des informations publiées par voie électronique (sites web, bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel, les dispositions énoncées au premier alinéa s'appliquent par analogie.

Les sites web concernant le FEADER doivent :

- mentionner la contribution du Feader, au moins sur la page d'accueil ;
- comporter un hyperlien pointant vers le site web de la Commission relatif au FEADER.

Obligations d'application sur des supports définis réglementairement, selon l'avancement de l'opération et le montant du soutien public

a) **pour les opérations pour lesquelles un lien peut être établi avec le site Internet** : celui-ci doit comporter une description succincte de l'opération, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;

b) **pour les opérations pour lesquelles le soutien public total est supérieur à 10 000 € et pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est compris entre 10 000 € et 50 000 €** : le bénéficiaire prévoit au moins une affiche présentant des informations sur l'opération (dimension minimale: A3), mettant en lumière le soutien financier

apporté par l'Union, apposée en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment, pendant la mise en œuvre de l'opération et une durée de 5 ans suivant le paiement final de l'aide ;

c) **pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est compris entre 50 000 € et 500 000 €** : le bénéficiaire appose une plaque explicative (taille minimale : A3) présentant des informations sur le projet, mettant en évidence le soutien financier obtenu de l'Union, pendant la mise en œuvre de l'opération et une durée de 5 ans suivant le paiement final de l'aide ;

d) **pour les opérations d'investissement pour lesquelles le soutien public total est supérieur à 500 000 €** :
- le bénéficiaire appose un panneau temporaire de dimensions supérieures au format A3 présentant des informations sur le projet, mettant en évidence le soutien financier obtenu de l'Union, pendant la mise en œuvre de l'opération,
- et au plus tard trois mois après l'achèvement de l'opération : le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimensions supérieures au format A3, en un lieu aisément visible par le public, indiquant le nom et l'objectif principal de l'opération et mettant en évidence le soutien financier de l'Union.

Les photographies attestant de la mise en œuvre d'une publicité conforme devront impérativement être fournies au service instructeur pour la dernière demande de paiement.

7 Si une aide vous est attribuée : modification du projet

Il est rappelé que si vous souhaitez modifier votre projet, vous devez en informer le service instructeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la modification est acceptée par le service instructeur, elle sera formalisée par un avenant.

8 Si une aide vous est attribuée : les différents types de contrôles

Votre dossier fait l'objet de vérification à différentes étapes :

- à l'engagement : l'éligibilité de votre dossier et l'exactitude des informations fournies dans le formulaire seront vérifiées par croisement de données.
- pour tout paiement de l'aide : le contrôle administratif établit la validité du service fait, dont l'éligibilité des dépenses présentées.
- au paiement du solde de l'aide : une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.
- après paiement du solde et pendant la période d'engagement : le contrôle est réalisé sur un échantillonnage de dossiers par l'ASP.

9 Que deviennent les informations que vous avez transmises ?

L'ensemble des informations recueillies dans le formulaire de demande d'aide font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'ASP, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, la région Bourgogne-Franche-Comté et les autres financeurs.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel vous concernant.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, vous pouvez vous adresser à la direction de l'aménagement du territoire et de l'habitat du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

7 - En cas de contrôle sur place

Tous les dossiers ne font pas l'objet d'un contrôle sur place. Si votre dossier est sélectionné, vous serez informé de la date du contrôle sur place au minimum 48 h avant.

En cas d'anomalie constatée, le service instructeur vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande ou le non-respect de vos engagements entraînent des sanctions.

1 Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle

D'une manière générale, vous devez présenter les originaux des documents transmis avec vos demandes de paiement. Il s'agit notamment des factures. Mais un contrôleur peut aussi vous demander tout type de document permettant de vérifier la réalité des dépenses présentées pour le paiement de l'aide et le respect de vos engagements. A ce titre, il peut demander la comptabilité, les relevés de comptes bancaires, des documents techniques relatifs à la réalisation de l'opération, les barèmes internes à la structure, etc.

Par conséquent, vous devez conserver l'ensemble des documents relatifs au projet pendant toute la période d'engagement fixée dans la décision juridique attributive de l'aide du FEADER.

A titre d'exemple et sans que cette liste revête un caractère exhaustif, lors des contrôles administratifs approfondis, les pièces suivantes peuvent être demandées :

- toutes les factures mentionnées sur les récapitulatifs ;
- les relevés de compte bancaire,
- le cas échéant, les documents relatifs aux procédures suivies et aux contrôles effectués lors de la réalisation de l'action,
- les modalités de publicité sur l'intervention du FEADER,
- les justificatifs permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur.

2 Points de contrôle

Le contrôle sur place permet de vérifier :

- l'exactitude des renseignements fournis à l'administration,
- le respect des engagements souscrits,
- la réalité de la dépense que vous avez effectuée à partir de pièces justificatives probantes,
- la conformité de ces dépenses aux dispositions communautaires et nationales, à la décision juridique d'octroi de l'aide et à l'opération réellement exécutée,
- la cohérence des dépenses effectivement réalisées avec la décision juridique et les déclarations effectuées à travers la demande de paiement,
- le respect des règles communautaires et nationales relatives notamment aux règles de la commande publique et aux normes pertinentes applicables.

8 - Dispositions et sanctions applicables en cas d'anomalies

En cas d'anomalie constatée au cours de l'instruction de votre demande de paiement ou en contrôle sur place, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

En cas d'irrégularité ou de non-respect des engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

1 Sanction relative aux dépenses inéligibles présentées dans la demande de paiement

Lorsque, dans votre demande de paiement, vous présentez comme éligibles des dépenses qui ne le sont pas, une sanction sera appliquée par le service instructeur.

En effet, le bénéficiaire encourt des sanctions si le montant des dépenses qu'il présente, lors de sa demande de paiement, aboutit à un montant d'aide excédant de plus de 10 % le montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement.

Par exemple, si l'aide calculée à partir des dépenses retenues par le service instructeur s'élève à 100 € alors que l'aide calculée sur la base de la déclaration de l'usager dans sa demande de paiement s'élève à 150 €, l'écart relevé par le service instructeur est de $(150 - 100) / 100 = 50 \%$. Dans ce cas, puisque le taux d'anomalie est supérieur à 10 %, l'aide versée sera alors de $100 - 50 = 50$ et non pas 100.

Cette disposition est également applicable, outre dans le cadre du contrôle administratif réalisé de la demande de paiement, dans le cas où le contrôle sur place détermine que des dépenses inéligibles avaient été incluses dans la demande de paiement.

Aucune sanction n'est cependant appliquée si vous pouvez démontrer, à la satisfaction du service instructeur, que vous n'êtes pas responsable de l'inclusion du montant non admissible, ou si le service instructeur arrive d'une autre manière à cette même conclusion.

2 Non-respect d'un critère d'éligibilité

Une décision de déchéance totale des droits à l'aide est prise et le reversement total de l'aide déjà perçue est exigé.

3 Non-respect de vos engagements ou de vos obligations

Une décision de déchéance totale ou partielle des droits à l'aide est prise et le reversement total ou partiel de l'aide déjà perçue est exigé. Le respect des engagements est applicable à la réglementation française mais également à la réglementation nationale en vigueur (dont la législation nationale applicable aux opérations). En outre, une sanction proportionnée à la gravité de la non-conformité constatée sera appliquée.

Le non-respect des engagements peut notamment entraîner des suites, dont les cas ci-dessous (liste non limitative) :

- ⇒ *en cas de refus de contrôle* : le bénéficiaire qui refuse de se soumettre à l'ensemble des contrôles prévus par la réglementation (contrôles administratifs ou contrôles sur place) est exclu du soutien de l'aide et doit procéder au reversement total des sommes déjà perçues.
- ⇒ *en cas de fausse déclaration* : s'il est établi qu'un bénéficiaire a délibérément effectué une fausse déclaration ou que le non-respect des engagements revêt un caractère intentionnel, les sanctions communautaires suivantes doivent s'appliquer :
 - ⇒ exclusion du soutien de l'aide en question pour l'ensemble du projet présenté et recouvrement de tout montant déjà versé pour cette opération,
 - ⇒ reversement intégral de l'aide,

⇒ exclusion du bénéficiaire de l'aide au titre de la même mesure pour l'année calendaire concernée et la suivante.

- ⇒ *en cas de cumul d'aides interdit* (cumul d'aides européennes sur un même projet) : le reversement total de l'aide au titre du développement rural sera exigé.
- ⇒ *en cas de dépassement de taux d'aides publiques* (en raison de subventions nationales non déclarées par l'intéressé, d'un montant de subvention perçu globalement plus élevé que le montant de dépenses réalisées ou une sous-réalisation de l'opération), le bénéficiaire est tenu de reverser le montant du trop-perçu.
- ⇒ *en cas de début d'exécution du projet antérieur à la date de dépôt de la demande de subvention*, toute l'opération devient inéligible et le bénéficiaire est tenu de reverser le montant de la subvention (acompte ou solde) déjà perçu.
- ⇒ *en cas de non-respect du délai d'achèvement du projet* (y compris les éventuelles prorogations de délais accordées pour justes motifs), tel que fixé dans le cadre de la décision d'attribution de l'aide, les factures postérieures à la date d'achèvement des dépenses ne sont pas retenues dans l'assiette de calcul de l'aide et sont donc considérées comme inéligibles.
- ⇒ *en cas d'anomalies répétées*, le bénéficiaire s'expose à une exclusion des aides pour l'année calendaire et la suivante.
- ⇒ et en application de l'article 63 du règlement délégué(UE) 809/2014, en cas de constats de dépenses inéligibles lors des contrôles sur place: si des dépenses inéligibles sont constatées lors d'un contrôle sur place et si le montant des dépenses retenues comme éligibles au paiement dépasse de plus de 10 % le montant des dépenses effectivement éligibles après contrôle, alors le reversement du trop-perçu correspondant aux dépenses inéligibles, majoré d'une pénalité égale au montant des dépenses inéligibles sera demandé.

En cas de fraude, de fausse déclaration délibérée (falsification de document, non déclaration délibérée...) ou de refus de se soumettre aux contrôles, les aides accordées pour l'année en cours et pour l'année suivante seront annulées, vous devrez donc reverser les aides perçues et vous serez sanctionné financièrement. Enfin, vous pourrez être poursuivi pénalement.

Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas en mesure de respecter les engagements qu'il a souscrits et que le cas de force majeure (décès du bénéficiaire, incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire) a été reconnu, les suites et/ou sanctions financières ne s'appliquent pas. Le bénéficiaire fait l'objet d'une déchéance de ses droits à l'aide mais lorsqu'un paiement est intervenu en sa faveur, aucun remboursement n'est exigé et aucune sanction ne sera prononcée.



DEMANDE DE SUBVENTION FEADER : ANNEXE A DE LA NOTICE MODELE DE NOTE EXPLICATIVE DANS LE CAS OU LE MARCHÉ N'EST PAS LANCÉ AU MOMENT DE LA DEMANDE D'AIDE

Une note explicative doit être fournie (original à transmettre au service instructeur, conserver un exemplaire) dans le cas où il est prévu pour l'opération un marché soumis aux seuils de procédures formalisée ou un marché à procédure adaptée AVEC règlement de consultation et cahier(s) de charges, et que celui-ci n'est pas lancé au moment de la demande d'aide.

RAPPEL DE L'OPERATION FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE D'AIDE

Intitulé de l'opération : _____

MODALITES PREVUES POUR LE MARCHÉ

Objet et montant du marché [analogie : zone 8 du modèle national d'avis d'appel public à concurrence 2006-2016] :

Les caractéristiques principales [analogie : zone 12 du modèle national d'avis d'appel public à concurrence 2006-2016] :

Les critères d'attribution (avec leur pondération ou la priorité) [analogie : zone 20 du modèle national d'avis d'appel public à concurrence 2006-2016] : (avec les compléments explicatifs techniques / fonctionnels si le prix n'est pas le seul critère retenu)

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

Expliquer les éléments de chiffrage ci-dessous et joindre les éléments hors pièces du marché (consultation, catalogues de prix, référentiels, études...) utilisés pour déterminer le montant présenté de la demande d'aide :

ATTESTATION ET ENGAGEMENTS DU REPRESENTANT LEGAL

Je m'engage à appliquer pour le marché ci-dessus une procédure formalisée ou une procédure adaptée AVEC règlement de la consultation et cahier(s) des charges.

Je m'engage à ce que les modalités prévues ci-dessus soient appliquées dans les pièces du marché soumis au seuil de procédure formalisée (dans les documents de la consultation pour un marché à procédure adaptée).

Je joins au dossier les projets des pièces du marché disponibles (notamment cahier des charges) selon l'avancement.

Je suis informé que le montant qui sera retenu par le service instructeur est établi en fonction du projet transmis sous réserve que l'opération ne connaisse pas de changement du respect des dispositions présentées dans ce document en particulier concernant l'avis d'appel public à concurrence et de la régularité des dépenses au regard des règles de la commande publique.

Je soussigné :
(prénom, NOM)

Qualité :
(Président...)

Certifie exactes et sincères les informations mentionnées.

Fait à :

Cachet de la structure :

Signature du représentant légal :

Le :